

1941

L'ordre de bataille : les communistes entrent en guerre

La guerre prit véritablement en 1941 ses dimensions mondiales et vint embraser le globe de l'Afrique au Proche-Orient, des Balkans aux steppes russes et bientôt en Asie. En France, le régime de Vichy s'engage davantage dans la collaboration tandis que sa police traque les militants communistes dans les deux zones. Partout, les communistes demeurent tributaires de la ligne imposée par Staline mais, le 22 juin 1941, les armées allemandes et celles de ses alliés déferlent sur l'Union soviétique. Les communistes en France entrent officiellement en guerre.

Paris, 21 août 1941, 8h du matin. Sur le quai de la ligne 4 à la station Barbès-Rochechouart, deux coups de feu claquent. Un militaire allemand s'effondre tandis que trois jeunes gens se frayent un chemin et s'évaporent dans Paris. Pierre Georges dit Fabien et ses camarades des Bataillons de la jeunesse ont abattu un sous-officier de la Kriegsmarine. Cet acte, aux conséquences dramatiques, et bien que non revendiqué, marque le retour du Parti Communiste Français dans le combat antifasciste, par la lutte armée.

Jusqu'au printemps 1941, il demeurait entravé par des consignes qui le maintenaient dans une situation inconfortable. Cependant, le ton avait changé avant d'être suivi par les actes, même si la direction française peinait à s'ébrouer de la ligne mortifère dénonçant une guerre « interimpérialiste ». Déjà, en janvier 1941, de nouvelles consignes demandaient l'arrêt de la juxtaposition établie entre Vichy et De Gaulle dans la propagande du Parti. En mars, l'objectif de libération nationale devint prioritaire sur le combat de classe, bien que la position médiane des communistes dans le conflit en cours ne soit pas formellement remise en cause, en France tout du moins. En effet, Serge Wolikow a souligné le fait que les consignes de l'Internationale n'étaient alors pas homogènes, reflet d'une navigation à vue dominée par les intérêts stricts de l'Union Soviétique. Quoi qu'il en soit, les communistes continuent à agir, dans la clandestinité, sur le terrain social. En mai et juin 1941, ils participent en force à la grande grève des houillères du Nord. 100 000 mineurs cessent le travail, la grève est réprimée par l'armée allemande, se soldant par 450 arrestations et 244 déportations.

L'inflexion la plus importante dans la ligne poursuivie fut précisée le 26 avril aux membres de la direction française à Moscou, Maurice Thorez et André Marty. Elle préconisait que le parti français s'engage à « unir les masses dans un véritable Front populaire de la lutte pour leurs intérêts, leurs droits, leur liberté et pour l'indépendance nationale ». Partant, un manifeste intitulé « Pour la formation d'un Front national de l'indépendance de la France » était diffusé en France le 27 mai. Le Parti s'y déclarait prêt à « soutenir tout gouvernement français, toute

organisation et tous les hommes dont les efforts seront orientés dans le sens d'une lutte véritable contre l'oppression nationale ». Le Front national, superstructure unitaire, se limitera en 1941 à une simple interface de contact avec d'autres émanations de la Résistance et du mouvement ouvrier, avant d'être amplifié l'année suivante.

L'invasion de l'URSS par les armées allemandes, le 22 juin, achève de lever les équivoques. Le Komintern ordonne à la direction française d'entraver « par tous les moyens possibles production des armes. Formez petits détachements pour destruction des usines de guerre [etc.] Empêchez par tous les moyens transport des troupes et des armes (sic) ». Le Parti renoue avec la ligne suivie depuis 1934, seulement interrompue ; la nation revient au cœur et le poing se referme.

Désormais rompu aux règles de la clandestinité, le PCF sut adapter ses structures aux nouvelles conditions. Sous l'égide de Charles Tillon, qui intègre bientôt la direction du Parti, l'Organisation spéciale (OS), un groupe technique chargé de la protection interne et du service d'ordre se transforme en une branche paramilitaire, avec le peu d'armes disponibles. Il est organisé autour de trois entités. Les Bataillons de la jeunesse, issues des Jeunesses Communistes, implantés essentiellement en région parisienne. Leurs maigres effectifs combattants sont chargés de missions pratiquement sacrificielles ; peu formés, inexpérimentés, pourchassés, ils paieront un prix fort. Jules Dumont, ancien militaire et cadre supérieur des Brigades internationales, organise de manière plus méthodique le TP « travail partisan » ou « particulier ». Enfin, l'OS-MOI recrute dans les rangs des communistes étrangers de la Main d'œuvre Immigrée (MOI). Beaucoup d'anciens des Brigades internationales dispensent à leurs camarades une expérience militaire acquise en Espagne.

Seuls les groupes armés reliés au Parti communiste pratiquent la guérilla urbaine et les attentats ciblés. Cette stratégie fut désapprouvée par les mouvements de la Résistance comme par la France Libre, bien que le général de Gaulle ait déclaré le 23 octobre 1941 à l'antenne de la BBC que « Si les Allemands ne voulaient pas recevoir la mort de nos mains, ils n'avaient qu'à rester chez eux et ne pas nous déclarer la guerre », tout en marquant ses distances. De fait, le Parti est lui aussi hésitant sur la tactique ; la lutte armée ne va pas de soi, les volontaires sont peu nombreux et le dispositif très perfectible. Les attaques accroissent la répression de l'occupant, qui frappe durement la population. Mais de celle-ci émergent des volontaires qui remplacent dans les rangs leurs camarades tombés pour la France. Car la méthode vise aussi à gagner l'opinion, révoltée par les exécutions d'otages, notamment à Châteaubriant, Paris et Bordeaux en octobre 1940.

En effet, opérée notamment par les Brigades spéciales chargées de lutter spécifiquement contre les activités communistes, la répression est implacable. Dans la zone nord, en mai 1941 à Paris, trois figures du Parti sont arrêtées, jugées et condamnées. Jean Catelas est guillotiné par les Français le 24 septembre, Gabriel Péri est fusillé par les Allemands le 15 décembre. Mounette Dutilleul, l'une des chevilles ouvrières du Parti, est déportée à Ravensbrück lorsque les Allemands découvrent sa véritable identité. Dans la zone sud, la

police de Vichy décapite la direction du Parti en arrêtant Jean Chaintron puis Victor Michaut en juin. L'étau sanglant du système nazi se resserre sur la France. Le 7 décembre 1941, le décret « Nuit et Brouillard » permet la déportation de toute personne représentant « un danger pour la sécurité de l'armée allemande » vers l'anéantissement dans le secret et l'enfer des camps.

Édouard Sill, docteur en histoire contemporaine diplômé de l'EPHE. Chercheur associé au CHS–Mondes Contemporains (UMR 8058)

Bibliographie

Roger Bourderon, *Le PCF à l'épreuve de la guerre. 1940-1943. De la guerre impérialiste à la lutte armée*, Éditions Syllepse, 2012.

Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013.

Serge Wolikow, « Entre guerre impérialiste et lutte armée. L'Humanité dans la clandestinité de la Seconde Guerre mondiale » in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 92 | 2003, 51-62.

Chronologie

25 et 26 février : Grève générale à Amsterdam contre la déportation des Juifs

23 et 26 avril : Transmission par le Komintern d'une nouvelle feuille de route au PCF

14 mai : Première rafle de juifs organisée par la Préfecture de Police de Paris.

15 mai : Fondation du Front National, dans sa première version.

27 mai : Déclenchement de la grève des mineurs du Nord et du Pas de Calais

22 juin : L'armée allemande attaque l'URSS

21 août : Attentat de Pierre Georges dit « Fabien » à la station Barbès-Rochechouart

4 septembre : Marcel Gitton, ex-cadre communiste devenu collaborateur, est abattu par un commando.

8 septembre : Début du siège de Leningrad

28 septembre : Instauration du code des otages en France

20 et 21 octobre : Attentats à Nantes et à Bordeaux par des commandos de l'OS

21 et 24 octobre : en représailles, 48 otages sont fusillés à Châteaubriant, Nantes et Paris dont Guy Môquet, puis 50 autres en Gironde, en majorité des communistes arrêtés pour leurs activités militantes.

5 décembre : La Wehrmacht est mise en échec devant Moscou

7 décembre : Ratification du décret « Nuit et Brouillard (*Nacht und Nebel*) »

7 décembre : Le Japon attaque les États-Unis à Pearl Harbor

11 décembre : L'Allemagne et de l'Italie déclarent la guerre aux États-Unis.